

La surtaxe obligatoire de 1949 au bénéfice des enfants étrangers

Dans les années qui suivent la fin de la seconde guerre mondiale, un certain nombre de pays d'Europe, non-belligérant ou ayant eu moins à souffrir du conflit, décident d'accueillir pour une période temporaire des enfants venant de pays fortement impactés par la guerre.

Il est question, par cette initiative, de remettre sur pied des enfants victimes des vicissitudes de la guerre, tant au niveau physique que psychologique.

L'Espagne choisit de participer à cette opération humanitaire en recevant sur son sol cinquante mille enfants étrangers.

Là où la philatélie rejoint la grande histoire, c'est que le Gouvernement espagnol va instituer une surtaxe obligatoire apposée sur le courrier intérieur pour subvenir budgétairement aux besoins liés au séjour de ces enfants.

C'est par un décret-loi du 16 novembre 1945 qu'une surtaxe postale de cinq centimos est créée au bénéfice des enfants étrangers protégés par le Gouvernement espagnol.

Après approbation par le Parlement, ce décret-loi sera entériné par une loi promulguée le 31 décembre 1945 et publiée au Bulletin officiel de l'Etat espagnol le 1^{er} janvier 1946.

Ce décret-loi indique au sein de son article premier :

Il est créé un timbre de cinq centimos de peseta à titre de supplément obligatoire, sans lequel aucune sorte de correspondance, de colis ou de tout autre objet soumis à la taxe ne peut circuler par la poste nationale, dans toute sa juridiction.

L'article 2 précise que cette disposition ne s'applique que pour le régime intérieur.

L'article 3, quant à lui, dispose que le produit de cette surtaxe, obligatoire et transitoire, pour le temps déterminé par les nécessités et dont l'expiration sera fixée en temps utile par le Conseil des ministres sur proposition du ministre des finances, sera versé à la direction générale de la charité et des œuvres sociales, pour le paiement exclusif des soins provenant de l'adoption transitoire par l'Espagne des enfants étrangers bénéficiant de cette prestation.

Enfin, l'article 5 spécifie que la présente disposition entrera en vigueur en vertu d'un arrêté du ministère des finances dès que les éléments indispensables à sa réalisation seront réunis.

Il faut attendre trois bonnes années pour que l'arrêté d'application du ministère des finances voit le jour au tout début de l'année 1949.

En effet, c'est un arrêté du 19 janvier 1949, publié au Bulletin officiel de l'Etat espagnol le 24 janvier 1949, qui va mettre en œuvre l'application de la surtaxe de cinq centimos, créée par le décret-loi susvisé, à la date du 1^{er} février 1949.

Il est demandé à la direction générale des postes d'émettre un timbre spécifique à cet effet. Celui-ci devra comporter une mention explicite caractérisant l'aide apportée par l'Espagne aux victimes de guerre en question.

C'est ainsi que le 1^{er} février 1949, date d'application de la mesure, la poste espagnole met en vente le timbre ci-dessous :



Il s'agit d'un timbre d'une valeur faciale de cinq centimos de couleur violette au type Cid qui comporte la mention « Secours aux victimes de la guerre - 1946 ». L'année 1946 fait probablement référence à la date de publication de la loi instituant la surtaxe au Bulletin officiel de l'Etat espagnol le 1^{er} janvier 1946.

A partir du 1^{er} février 1949, toute correspondance intérieure est donc soumise à l'apposition de cette surtaxe de cinq centimos. Cette mesure va perdurer tout au long de l'année 1949.

Au cours du mois de décembre 1949 et conformément aux dispositions de l'article 3 du décret-loi du 16 novembre 1945, le Gouvernement espagnol décide de suspendre la perception de la surtaxe au profit des enfants étrangers.

C'est par un décret-loi du 9 décembre 1949, publié au Bulletin officiel de l'Etat espagnol le 20 décembre 1949, que cette disposition est adoptée.

L'article premier de ce décret-loi indique :

A partir du jour de la publication du présent décret-loi au Bulletin officiel de l'Etat espagnol, la perception de la surtaxe postale obligatoire de cinq centimos, créée par le premier article du décret-loi du 16 novembre 1945, sera suspendue.

Le gouvernement est autorisé à la rétablir, dans le même but pour lequel elle a été créée et le même caractère transitoire, lorsqu'il le juge nécessaire, au moyen d'un décret arrêté en Conseil des ministres.

Dans ce cas, la majoration susmentionnée peut être rendue effective, soit au moyen d'un timbre spécial indépendant, soit en majorant ceux utilisés pour l'affranchissement ordinaire de la correspondance.

Il est donc mis fin provisoirement à la surtaxe obligatoire au profit des enfants étrangers à compter du 20 décembre 1949, date de publication du décret-loi du 9 décembre 1949 au Bulletin officiel de l'Etat espagnol.

Il convient de rappeler que le cinq centimos violet ne peut pas être utilisé sur le courrier en dehors de l'usage qui lui a été désigné par la réglementation en vigueur. De fait, ce timbre devient inutile à la date du 20 décembre 1949. Cependant, La poste espagnole en a encore à cette date un nombre important en stock.

Il est probable que la direction générale des postes informe son autorité de tutelle de la disponibilité de ces timbres.

En conséquence, pour des raisons économiques et afin d'éviter leur destruction, le ministère des finances promulgue un arrêté permettant la consommation normale des timbres de la surtaxe suspendue en faveur des enfants victimes de la guerre.

Cet arrêté est daté du 24 décembre 1949 et publié au Bulletin officiel de l'Etat espagnol le 30 décembre 1949. Il permet l'utilisation des cinq centimos violet en tant que timbre ordinaire de série courante.

Par ailleurs, il demande la livraison du stock restant de ces timbres dans les bureaux de poste et exige des receveurs des postes de les utiliser en priorité jusqu'à leur épuisement complet.

Comme c'est l'usage, c'est la date de parution au Bulletin officiel de l'Etat espagnol qui détermine l'entrée en vigueur de la mesure.

A défaut de date précise dans le corps de l'arrêté du 24 décembre 1949, sa date d'entrée en vigueur est le lendemain de la publication au Bulletin officiel de l'Etat espagnol, soit le 31 décembre 1949.

Les cinq centimos violet sont donc vendus aux usagers à partir du 31 décembre 1949 et servent sur le courrier. Cependant, ils sont utilisés indifféremment dans les correspondances du régime intérieur et du régime étranger contrevenant notamment aux dispositions de l'article 2 du décret-loi du 16 novembre 1945 qui prévoit un usage strictement national.

Cela conduit certaines administrations postales étrangères à considérer que ces timbres ne sont pas valides, s'agissant de timbres caritatifs. Les destinataires de ces envois se voient donc contraints de s'acquitter d'une taxe pour pli insuffisamment affranchi.

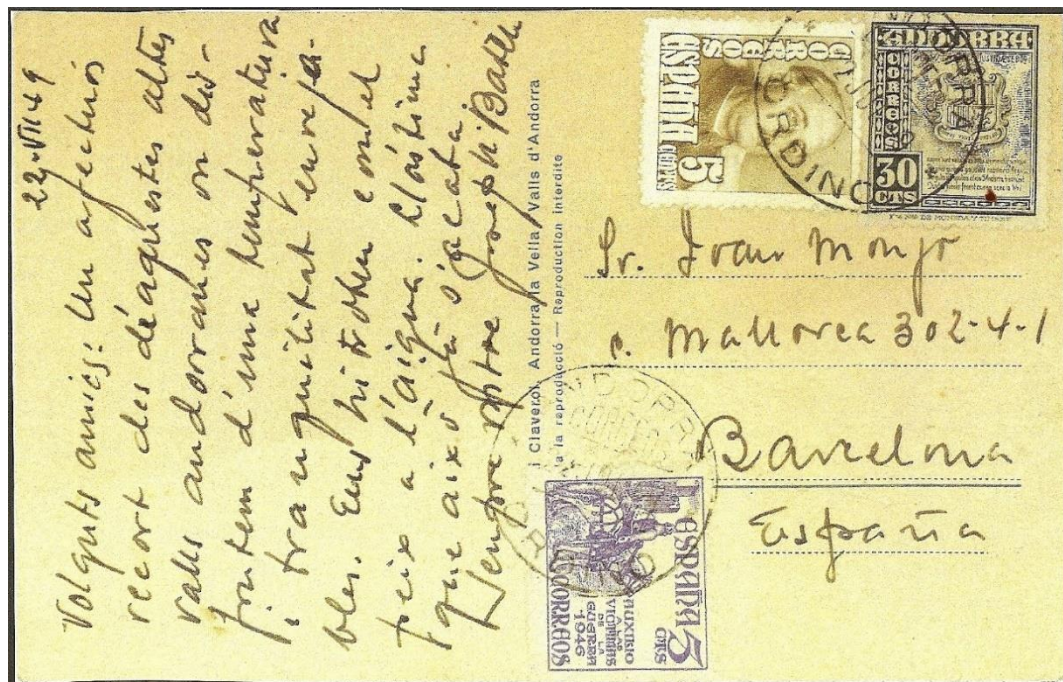
Ayant pris connaissance de la taxation du courrier espagnol à l'arrivée dans certains pays étrangers, le ministère des finances décide de préciser à nouveau par arrêté l'obligation de restreindre l'utilisation du cinq centimos violet au régime intérieur.

Ainsi, c'est par un arrêté du 18 décembre 1950, publié au Bulletin officiel de l'Etat espagnol le 3 janvier 1951, qu'il est rappelé que l'autorisation pour la consommation normale du timbre à cinq centimos violet se limite uniquement à l'affranchissement de la correspondance du service intérieur de la nation, dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 24 décembre 1949.

L'ensemble des dispositions réglementaires relatives à la mise en place de cette surtaxe obligatoire au profit des enfants étrangers s'applique à l'Espagne, aux colonies espagnoles et à la Principauté d'Andorre, les bureaux de la poste espagnole en Andorre étant considérés comme postalement liés au territoire métropolitain espagnol.

La surtaxe pour les enfants étrangers est donc obligatoire sur le courrier envoyé depuis les bureaux de poste andorrans et les usagers peuvent se procurer le cinq centimos violet aux guichets.

Je vous présente ci-après quelques plis qui témoignent de l'utilisation en Andorre de ce timbre sur courrier comme matérialisation de la surtaxe au profit des enfants étrangers puis comme timbre ordinaire de série courante.



Carte postale du 22 juillet 1949 envoyée à Barcelone

Timbre à date d'Ordino

Tarif du 1^{er} janvier 1947 = 35 cts

Utilisation du 30 cts vert-gris andorran et du 5 cts espagnol au type Franco

Ajout du 5 cts violet de surtaxe pour les enfants étrangers



Carte postale du 13 août 1949 envoyée à Barcelone

Timbre à date des Escaldes

Tarif du 1^{er} janvier 1947 = 35 cts

Utilisation du 30 cts vert-gris andorran et du 5 cts espagnol au type Cid

Ajout du 5 cts violet de surtaxe pour les enfants étrangers



Carte postale du 9 avril 1950 envoyée à Barcelone
 Timbre à date d'Andorre la Vieille - Tarif du 1^{er} janvier 1947 = 35 cts
 Utilisation du 30 cts vert-gris andorran et du 5 cts violet au type Cid
 Le 5 cts violet est utilisé ici en tant que timbre ordinaire



Lettre simple du 23 janvier 1951 envoyée à La Seo d'Urgel
 Timbre à date d'Andorre la Vieille - Tarif du 1^{er} janvier 1946 = 50 cts
 Utilisation du 50 cts vert andorran et de deux 5 cts violet au type Cid
 Les deux 5 cts violet représentent la surtaxe antituberculeuse obligatoire (10 cts) du 22 décembre 1950 au 30 avril 1951

Textes de référence

Vous trouverez ci-après les textes de référence sur lesquels est basé cet article. Ce sont les versions originales en espagnol.

28 noviembre 1945 ----- B.O. del E.- Núm. 332

JEFATURA DEL ESTADO

DECRETO-LEY DE 16 DE NOVIEMBRE DE 1945 por el que se crea sobretasa postal de 0,05 pesetas en favor de los niños extranjeros amparados por el Gobierno.

Hecho público el propósito del Gobierno de solidarizarse internacional y humanamente con las desdichas de esta hora, coadyuvando en cuanto le es posible a aliviar las desastrosas consecuencias de la catástrofe, mediante la adopción transitoria de cincuenta mil niños extranjeros, e influyendo en su ánimo con la necesidad de allegar los recursos indispensables, hacerlo por modo que signifique unanimidad nacional de colaboración, a tan elevados fines, y acordada por el Consejo de Ministros la creación de una sobretasa postal de 0,05 pesetas en favor de los mismos, resulta aconsejable, de conformidad con la autorización concedida al Gobierno en el artículo trece de la Ley de diecisiete de julio de mil novecientos cuarenta y dos creando las Cortes Española, la concesión de aquélla mediante Decreto-Ley del que en su día se dará cuenta a las mismas.

En su virtud,

DISPONGO

Artículo primero.- Se crea un sello de 0,05 pesetas como sobretasa obligatoria, sin el cual no podrá circular por el correo nacional, en la totalidad de su jurisdicción, ninguna clase de correspondencia, paquetería, ni objeto alguno de los sometidos a la tasa.

Artículo segundo.- Queda únicamente exceptuada la correspondencia internacional sujeta a prescripciones que sólo pueden ser variadas por acuerdos universales pertinentes.

Artículo tercero.- El producto de esta sobretasa, obligatoria y transitoria, por el tiempo que la necesidad determine y cuya caducidad se fijará oportunamente por el Consejo de Ministros a propuesta del de Hacienda, se librá a la Dirección General de Beneficencia y Obras Sociales, para el pago exclusivo de las atenciones derivadas de la adopción transitoria por España de los niños extranjeros acogidos a tal beneficio.

Artículo cuarto.- Por la Dirección General de la Fábrica Nacional de Moneda y Timbre se procederá, inmediatamente, a la ejecución de tal signo de franqueo, en el que se consignará forzosamente, con el debido relieve sobre los motivos que sirvan de base al grabado, el indispensable rótulo, anagrama o emblema que lo caracterice como de auxilio de España a las víctimas de que se trata.

Artículo quinto.- Esta Disposición entrará en vigor en virtud de Orden del Ministerio de Hacienda tan pronto como se disponga de los efectos indispensables para su realización. De este Decreto-Ley se dará cuenta inmediata a las Cortes.

Así lo dispongo por el presente Decreto-Ley, dado en El Pardo a dieciséis de noviembre de mil novecientos cuarenta y cinco.

1 enero 1946 ----- B.O. del E.- Núm. 1

JEFATURA DEL ESTADO

LEY DE 31 DE DICIEMBRE DE 1945 por la que se ratifica con este carácter el Decreto-Ley de 16 de noviembre de 1945 creando una sobretasa postal de cinco céntimos de peseta en favor de los niños extranjeros amparados por el Gobierno.

Hecho público el propósito del Gobierno de solidarizarse internacional y humanamente con las desdichas de esta hora, coadyuvando en cuanto le es posible a aliviar las desastrosas consecuencias de la catástrofe, mediante la adopción transitoria de cincuenta mil niños extranjeros, e influyendo en su ánimo con la necesidad de allegar los recursos indispensables, hacerlo por modo que signifique unanimidad nacional de colaboración, a tan elevados fines, y acordada por el Consejo de Ministros la creación de una sobretasa postal de cinco céntimos de peseta en favor de los mismos, se llevó a efecto mediante Decreto-Ley de dieciséis de noviembre próximo pasado.

Dada cuenta de dicho Decreto-Ley a las Cortes Españolas, conforme a lo prevenido en el artículo trece de su Ley fundacional de diecisiete de julio de mil novecientos cuarenta y dos, se ha procedido al estudio del mismo; y no hallando causa que aconseje modificarlo, procede su elevación a Ley.

En su virtud, y de conformidad con el dictamen de las Cortes Españolas,

DISPONGO

Artículo primero.- Se crea un sello de cinco céntimos de peseta como sobretasa obligatoria, sin el cual no podrá circular por el correo nacional, en la totalidad de su jurisdicción, ninguna clase de correspondencia, paquetería, ni objeto alguno de los sometidos a la tasa.

Artículo segundo.- Queda únicamente exceptuada la correspondencia internacional, sujeta a prescripciones que sólo pueden ser variadas por acuerdos universales pertinentes.

Artículo tercero.- El producto de esta sobretasa obligatoria y transitoria, por el tiempo que la necesidad determine y cuya caducidad se fijará oportunamente por el Consejo de Ministros a propuesta del de Hacienda, se librará a la Dirección General de Beneficencia y Obras Sociales, para el pago exclusivo de las atenciones derivadas de la adopción transitoria por España de los niños extranjeros acogidos a tal beneficio.

Artículo cuarto .- Por la Dirección General de la Fábrica Nacional de Moneda y Timbre se procederá, inmediatamente, a la ejecución de tal signo de franqueo, en el se consignará forzosamente, con el debido relieve sobre los motivos que sirvan de base al grabado, el indispensable rótulo, anagrama o emblema que lo caracterice como de auxilio de España a las víctimas de que se trata.

Artículo quinto .- Esta Disposición entrará en vigor en virtud de Orden del Ministerio de Hacienda tan pronto como se disponga de los efectos indispensables para su realización.

Dada en El Pardo a treinta y uno de diciembre de mil novecientos cuarenta y cinco.

24 enero 1949 ----- B.O. del E.- Núm. 24

MINISTERIO DE HACIENDA

ORDEN de 19 de enero de 1949 sobre puesta en ejecución de la sobretasa postal de 0,05 pesetas, creada por el Decreto-ley de 16 de noviembre de 1945.

Ilmo. Sr.: Hallándose confeccionados y distribuidos los signos de franqueo correspondientes a la ejecución de la sobretasa postal de cinco céntimos de peseta, en favor de los niños extranjeros amparados por el Gobierno, creada por Ley de 31 de diciembre de 1945, y habiéndose determinado su vigencia en virtud de lo establecido en el artículo quinto de la misma Ley,

Este Ministerio, de acuerdo con la propuesta de la Dirección General de Timbre y Monopolios, se ha servido disponer lo siguiente:

La Ley de 31 de diciembre de 1945, por la que se ratificaba dicho carácter, el Decreto-ley de 16 de noviembre del mismo año, creando una sobretasa postal de cinco céntimos de peseta, en favor de los niños extranjeros amparados por el Gobierno, entrará en vigor en 1º de febrero de 1949.

Por la Dirección General de Timbre y Monopolios, se procederá a las notificaciones y divulgaciones indispensables, al efecto de que con arreglo a lo dispuesto en dicha Ley no pueda circular por el correo nacional, en la totalidad de su jurisdicción, ninguna clase de correspondencia, paquetería, ni objeto alguno de los sometidos a la tasa, sin la sobretasa establecida.

Lo que comunico a V.I. para su conocimiento.

20 diciembre 1949 ----- B.O. del E.- Núm. 354

JEFATURA DEL ESTADO

DECRETO-LEY DE 9 DE DICIEMBRE DE 1949 por el que se suspende la percepción de la sobretasa postal obligatoria de cinco céntimos, creada por el artículo primero del Decreto-ley de 16 de noviembre de 1945.

Alcanzadas, por el momento, las finalidades perseguidas por el Gobierno al establecer, por Decreto-ley de dieciséis de noviembre de mil novecientos cuarenta y cinco, una sobretasa postal obligatoria y transitoria de cinco céntimos en favor de los niños víctimas de la guerra, parece conveniente suspender la percepción de la misma, en tanto circunstancias análogas no puedan aconsejar en el futuro su restablecimiento y dar a los fondos sobrantes de tales atenciones el destino más acorde con la razón que movió a establecer su exacción. Dichos motivos aconsejan, haciendo uso de la facultad concedida al Gobierno por la Ley de nueve de marzo de mil novecientos cuarenta y seis, dictar al efecto el oportuno Decreto-ley, del que se dará cuenta inmediata a las Cortes.

En su virtud,

DISPONGO

Artículo primero.- A partir del día de la publicación de este Decreto-ley en el BOLETÍN OFICIAL DEL ESTADO, se suspenderá la percepción de la sobretasa postal obligatoria de cinco céntimos, creada por el artículo primero del Decreto-ley de dieciséis de noviembre de mil novecientos cuarenta y cinco, quedando autorizado el Gobierno para restablecerla, con el mismo fin para que fué creada, e idéntico carácter transitorio, cuando lo estime necesario, por medio de Decreto acordado en Consejo de Ministros. En este caso, la referida sobretasa, podrá hacerse efectiva, bien mediante sello especial independiente o por sobrecarga de los utilizados para el franqueo ordinario de la correspondencia.

Artículo segundo.- Los fondos que resulten sobrantes después de satisfechas todas las obligaciones para cuyo pago se creó la sobretasa se entregarán al fondo de Protección Benéfico-Social, para que los destine reglamentariamente a sus propios fines.

Artículo tercero.- De este Decreto-ley se dará cuenta inmediata a las Cortes.

Así lo dispongo por el presente Decreto-ley, dado en El Pardo a nueve de noviembre de mil novecientos cuarenta y nueve.

30 diciembre 1949 ----- B.O. del E.- Núm. 364

MINISTERIO DE HACIENDA

ORDEN de 24 de diciembre de 1949 por la que se habilitan para el normal consumo los signos de la sobretasa suprimida en favor de los niños víctimas de la guerra.

Ilmo. Sr.: Suspendida la percepción de la sobretasa postal obligatoria de 5 céntimos, creada por el artículo 1º del Decreto-ley de 16 de noviembre de 1945, en favor de los niños víctimas de la guerra, con fecha 20 de diciembre de 1949, en que se publicó el Decreto-ley de 9 del mismo mes, por el que tal suspensión se lleva a efecto, en razones a economía, simplificando en las operaciones que hubieran de derivarse y eliminación de los gastos que dichas operaciones habrían de producir, este Ministerio ha tenido a bien acordar lo siguiente:

1º Quedan habilitados para su consumo normal por la cuantía que representan los signos creados para la percepción que queda suspendida.

2º Por la Dirección General de la Fábrica Nacional de Moneda y Timbre dejarán de fabricarse los timbres de dichas características pero se suministrarán a <<Tabacalera, S.A.>>, los existentes para su distribución y venta hasta su total agotamiento.

3º Por la Dirección General del Timbre y Monopolios se requerirá a <<Tabacalera, S.A.>>, al efecto de que dé preferencia en la distribución y venta a dichos signos de extinción; y

4º Por el mismo Centro directivo se procederá a la liquidación correspondiente, al efecto de discriminar las imputabilidades que se deriven de lo establecido.

Lo que traslado a V.I. para su conocimiento y demás efectos.

3 enero 1951 ----- B.O. del E.- Núm. 3

MINISTERIO DE HACIENDA

ORDEN de 18 de diciembre de 1950 por la que se delimita exclusivamente para el servicio interior los signos de la sobretasa suprimida en favor de los niños víctimas de la guerra y habilitados para el normal consumo por Orden ministerial de 24 de diciembre de 1949.

Ilmo. Sr.: Habilitados para el normal consumo del franqueo de la correspondencia, en virtud de Orden ministerial de 24 de diciembre de 1949, los signos de la sobretasa postal creada por el artículo primero del Decreto-Ley de 16 de noviembre de 1945 en favor de los niños víctimas de la guerra, una vez suspendida su percepción por el de 9 de diciembre de 1949, han venido utilizándose normalmente en la correspondencia sin hacer referencia ninguna a la del servicio internacional ni del interior, lo que ha motivado que por algunas Administraciones extranjeras se haya estimado que, por tratarse de sellos de carácter benéfico, venían obligados sus destinatarios al pago de los portes correspondientes; y en evitación de sucesivas y posibles interpretaciones erróneas, todo aconseja quede limitada dicha habilitación para la correspondencia del servicio interior.

En su virtud, y de conformidad con el parecer expuesto por la Dirección General de Correos y Telecomunicación.

Este Ministerio ha tenido a bien disponer:

Que la habilitación para el consumo normal, y por la cuantía de cinco céntimos, de los signos de la sobretasa postal, suprimida por Decreto-ley de 9 de diciembre de 1949, y autorizada por Orden ministerial de 24 del mismo mes y año, queda limitada únicamente para el franqueo de la correspondencia del servicio interior de la nación, en la forma establecida por la Orden ministerial últimamente citada.